

Publié le 17 décembre 2021

Les Epl dans la presse (17 décembre 2021)

Avec la crise sanitaire, les bilans de fin d'année paraîtraient presque soumis aux mêmes variations que le virus. Tel bilan positif peu s'avérer très précaire. Temps d'incertitude où les Entreprises publiques locales font montre d'une grande inventivité pour garder le cap dans la tempête.



Le tourisme tourangeau retrouve le sourire

Bonne nouvelle donnée par **Tours Infos** : « Le tourisme tourangeau a rebondi en 2021 ». L'Office de tourisme et des congrès de Tours Val de Loire, organisme du tourisme de la métropole, est satisfait de l'année écoulée. Certes, l'année record de 2019 reste encore hors de portée, crise sanitaire oblige. « Le poids de la crise du Covid dans le secteur du tourisme est indéniable. Au sein de l'Office de tourisme Tours Val de Loire, les chiffres parlent d'eux-mêmes : de 190 000 visiteurs accueillis dans les 4 offices de tourisme de la structure (Tours, Villandry, Luynes, Rochecorbon), on était tombé à 50 000 en 2020 avant de repartir à 100 000 personnes accueillies en 2021 », écrit le journal. En 2019, la [Spl Office de Tourisme et des Congrès de Tours Loire Valley](#) avait réalisé un chiffre d'affaires d'1,9 million d'euros. En 2020, il était tombé à 400 000 euros seulement, avant de remonter à un million d'euros cette année. **Henri Poignet, directeur général de l'Office de Tourisme et des Congrès**, se réjouit du fait que « la deuxième partie de l'année 2021 » a marqué vraiment un redémarrage, notamment en matière de tourisme d'affaire. Le bureau des congrès de l'Office a en effet organisé 44 événements avec un chiffre d'affaires de 550 000 euros (650 000 euros en 2019 et 45 000 euros en 2020 seulement). « C'est important car on sait qu'un **congressiste qui est content de l'accueil à de fortes chances de revenir plus tard** en famille pour le tourisme loisirs », se réjouit le directeur dans les colonnes de Tours infos.

Destination Rennes se veut exemplaire en matière de développement durable

[L'écho touristique](#) (8 décembre) révèle que la [Spl Destination Rennes](#), en décrochant la **norme ISO 20 121**, poursuit la mise en place d'une « politique ambitieuse en matière de développement durable ». « **Une certification reconnue au niveau international, et préalable à l'obtention du label « Destination Innovante et Durable » lancé par l'Etat**, en partenariat avec Destination Rennes et huit autres territoires français », poursuit le journal. Destination Rennes est notamment récompensée pour ses initiatives portant sur l'accueil. Ainsi, au centre des congrès, une offre de « pauses durables » a été créée en 2019, respectant un cahier des charges strict : **le choix des fournisseurs relève de leur respect d'un développement durable**, système de filtration de l'eau réduisant l'utilisation de bouteilles plastiques a été installé, les biodéchets font l'objet d'une collecte stricte, la main d'œuvre est embauchée localement, etc. Enfin, l'office de

tourisme candidate aussi à l'obtention du label tourisme et handicap, et a renforcé son accessibilité, notamment en installant des comptoirs à faible hauteur et la création de places de parking pour personnes à mobilité réduite. **Retrouvez l'entretien avec le directeur de la Spl, Jean-François Kerroc'h, en cliquant [ici](#).**

La requalification du quartier Gare de Metz en concertation

[La Gazette Moselle](#) du 9 décembre évoque le lancement d'un dialogue citoyen sur la requalification du quartier Gare de Metz. « Depuis plusieurs années, **le quartier de l'Amphithéâtre connaît de grandes mutations en termes d'urbanisme et de constructions**, ainsi que de nouveaux usages et attentes en termes de mobilité et d'économie. Face aux nombreux enjeux d'amélioration de ce secteur situé autour de la gare de Metz, l'Eurométropole de Metz a décidé de mener une étude multi partenariale », écrit le journal. L'Eurométropole de Metz, la ville de Metz et la région Grand Est ont donc décidé de financer une étude pour étalonner les attentes de la population. « Un certain nombre de partenaires y participent également, à savoir : la SNCF, la [SAEML TAMM l'exploitant du réseau de bus LE MET'](#), l'agence d'urbanisme AGURAM, mais aussi des acteurs de la mobilité, des associations d'usagers, et des partenaires institutionnels ». Le public est invité à participer à la démarche jusqu'au 20 décembre prochain.

Quimperlé se tourne vers la filière bois...

En passant par la [Spl Bois énergie](#), Quimperlé a décidé de miser sur le bois pour mieux chauffer ses habitants. « La Ville vient de rentrer au capital de la Spl Bois énergie », révèle [le Télégramme](#) du 9 décembre. Quimperlé entend créer deux réseaux bois et mettre ainsi le cap sur les énergies renouvelables, l'objectif étant que la ressource elle-même reste locale. « **Le développement de la filière bois fait partie des enjeux de première importance pour le territoire**. Lorient agglomération, Quimperlé Communauté et une quinzaine de communes lorientaises, mais aussi Arzano, Riec-sur-Belon, Bannalec et Guilligomarc'h, ont créé la société publique locale Bois énergie renouvelable en 2008 », rappelle le journal. La Spl « participe à la structuration de la filière bois locale sur le territoire et produit et commercialise des énergies renouvelables ».

... Labrit aussi

« **Depuis novembre 2019, le réseau de chaleur bois énergie de Labrit assure le chauffage de La Poste, de l'école, de la cantine, de la mairie, de la médiathèque et de l'Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes)** », peut-on lire dans [Sud-Ouest](#) (6 décembre). S'étirant sur 370 mètres pour 4 900 mètres carrés de surface chauffée, ce réseau s'alimente auprès d'une chaudière biomasse de 300kW brûlant chaque année 186 tonnes de résidus de bois du territoire, préalablement broyés. « Le bois assure 87% de la couverture énergétique, l'appoint étant fait par une chaudière au propane », poursuit le journal. « C'est dans le cadre de la politique de transition énergétique de la Communauté de communes Cœur Haute Lande (CCCHL), que la [société d'économie mixte Tepos \(territoire à énergie positive\) Haute Lande](#) a porté cette opération d'un coût total de 720 000euros HT et subventionnée à 52,5% par la Région, l'État (DETR) et le Département », conclut le journal.